

Turquie : Quelle issue sociale et politique à la crise ?

Depuis l'arrestation du Maire d'Istanbul, figure importante de l'opposition et représentant d'une fraction de la bourgeoisie turque, et les puissantes manifestations populaires qui ont suivi¹, son parti le Parti Républicain du Peuple (CHP) l'a investi comme candidat à une élection présidentielle qu'il souhaite anticipée. Dans le cadre de son action, le CHP prône un boycott sélectif de produits issus de marques turques dont les patrons sont des soutiens du pouvoir de l'AKP d'Erdogan. À ce sujet, le secrétaire général du Parti Communiste de Turquie (TKP), Kemal Okuya, a publié un texte important que nous avons décidé de livrer intégralement à nos lecteurs².

Article du secrétaire général du TKP, Kemal Okuyan, publié le 8 avril 2025

Il est impossible que les discussions sur « Qui participe au boycott, pourquoi sont-ils inclus, qui en fait partie et qui en est exclu ? » ne se limitent pas à « Où commence et où finit le capital ? ». On ne peut esquiver la vérité. La direction du CHP (le principal parti d'opposition bourgeois) peut modifier sa position à sa guise. Certains peuvent même continuer à rêver d'un front uni contre le fascisme avec la TÛSİAD (principale organisation du grand capital en Turquie), et le gouvernement peut continuer à crier « Ils mènent une guerre contre notre capital national » – mais le sceau est déjà brisé. Les politiciens bourgeois s'efforceront de refermer le sceau, mais nous ne le permettrons pas. Il n'y a pas de bon ou de mauvais capital. Point final. « Notre rôle n'est pas de choisir le patron cultivé, celui qui a bon cœur, celui qui sourit, celui qui lit des livres ou qui est gentil avec ses employés. Oui, de tels personnages existent parmi les patrons. Ils sont assez riches pour choisir leur personnage public, après tout ! Assez riches pour acheter des yachts, et quand ce n'est pas suffisant, pour acheter des marinas ! Les enfants du quartier collectionnent les bouchons de bouteilles, les patrons : des voitures de sport ! Il peut déjeuner à Paris et dîner à Londres. Mais toute cette richesse ne suffirait pas. Il lui faut aussi une « responsabilité sociale » ! Il organise des festivals, construit des centres culturels et fonde des musées. Il écrit même des tribunes, comme Murat Ülker. En parlant de Murat Ülker, ses écrits ont éveillé mon intérêt, je lis pour voir où il va mener cela. (Murat Ülker est un capitaliste, dont le nom figure en tête de la liste des personnes les plus riches de Turquie. Il est également connu dans le monde entier pour son rachat de la marque Godiva.) Il est en tête de liste. Voyez-vous, ils ont classé les personnes les plus riches du monde, et Murat Ülker semble être le plus riche de Turquie. Son Ülker est le groupe de capitaux boycotté depuis le plus longtemps en Turquie. Soit il n'a donc pas été touché, soit il a transformé le boycott en avantage stratégique. En tout cas, nous l'avons répété à maintes reprises : il ne s'agit pas d'une question de « bon patron », mais de « mauvais patron ». Ce qu'il faut éliminer, c'est le système d'exploitation actuel. Pour les gens, le bon patron sert leur pays et leur peuple sans aucun privilège dans un système socialiste ! « Capital laïc, capital pro-gouvernemental, capital progressiste, capital vert, capital national et national, capital émergent, les Tigres anatoliens, la capitale d'Istanbul, le capital cosmopolite, les groupes d'intérêts... » Ces ingrédients ne mèneront pas à la libération. Si jamais vous pensez faire confiance à certains d'entre eux, en croyant qu'au lieu d'organiser des festivals, ils apporteront la démocratie au pays, vous le saurez. La vérité vous sautera aux yeux : il n'y a pas de démocratie dans le pays et ils ne sont pas là pour vous aider ! Ce qui compte le plus pour le capital, c'est un environnement durable et en expansion pour le profit. Laissons de côté les autres pays : le capitalisme en Turquie ne peut fonctionner sans une classe ouvrière opprimée et inorganisée. Par conséquent, la démocratie, même symbolique, n'existe pas ! Considérez la situation sous l'angle de l'une des catégories de capital mentionnées ci-dessus. Mais il faut aussi comprendre ceci : le pays est lui aussi en déclin. Lors de sa fondation, la République de Turquie souffrait du sous-développement du capitalisme. Nous avons constamment expliqué pourquoi les transformations qui ont ouvert la voie au capitalisme ont représenté un progrès historique, pourquoi la rupture avec le jeu des impérialistes, qui n'avaient jamais imaginé un tel pays, a eu des conséquences positives durables, et pourquoi des concepts comme la République, la laïcité et les Lumières ont acquis une réalité conceptuelle et politico-sociale tout au long de cette période en Anatolie, insufflant une énergie

significative à notre époque. Il est à la fois attristant et peu surprenant de voir ceux qui ne comprennent pas cette vérité « lutter contre le régime aux côtés du club capitaliste TÜSİAD » dans un pays totalement détruit par le capitalisme. L'implication croissante du TKP dans les débats autour de la Lutte nationale et de la République reflète sa détermination à faire entrer la lutte contre la dictature du capital dans une nouvelle phase. Car le régime capitaliste a remis en question l'existence même de ce pays, terreau de notre combat. Certains pensaient que saper les fondements de la République de Turquie ne ferait qu'orienter la Turquie d'aujourd'hui vers l'amélioration, la liberté et la démocratie ! Leurs éloges de l'Empire ottoman, leurs sacralisations du cheikh Saït (seigneur féodal réactionnaire), leurs glorifications d'Abdülhamid et de Vahdettin (sultans ottomans) et leurs rituels de rejet de l'histoire officielle ont alimenté les attaques menées par le gouvernement AKP contre la classe ouvrière pendant des années, avec son projet de Grand Moyen-Orient, ses privatisations et ses sectes religieuses.

L'expansion du capital dans la région environnante – avec l'aide de l'idéologie güleniste – sous le couvert du « monde turc », des « Jeux olympiques turcs » et de la « fraternité islamique » a marqué leur éclosion. S'en est suivie la montée du néo-ottomanisme au cœur de la vision stratégique du gouvernement, et maintenant, la prétendue « sagesse d'État » reconnaît ouvertement l'échec de la République. On ne peut pas balayer cela d'un revers de main avec un simple « et alors ? ». Qu'il s'agisse de la cupidité de la classe capitaliste, des rêves fiévreux de conquête, des fantasmes de sultanat et de califat, ou d'une collaboration ouverte avec un programme impérialiste, cela ne fait aucune différence. Quiconque, sous quelque forme que ce soit, suggère que la République de Turquie doit s'affranchir de ses frontières actuelles doit s'attaquer aux fondements mêmes de la République. Et ne vous y trompez pas : ils sont déjà profondément engagés dans cette confrontation. Un certain « état d'esprit » domine désormais la Turquie : celui qui considère que la laïcité résolue de la République a limité l'influence du pays dans le monde islamique et rendu la question kurde insoluble. C'est ainsi que fonctionne la logique du capital. C'est ainsi que fonctionne ce qu'on appelle l'esprit d'État. Non, tous n'ont pas dû devenir islamistes, et la plupart ne le feront pas. Mais là n'est pas la question. Il ne fait aucun doute que certains s'inquiètent de ce processus, ceux qui estiment que des risques inutiles sont pris. Mais ce sceau, lui aussi, est déjà brisé. La question est : que faire à partir de maintenant ? Ici ? Allons-nous accepter l'expansion (ou la contraction) des frontières de la République de Turquie, sa réconciliation avec l'héritage ottoman et le remplacement de la citoyenneté par la « fraternité islamique » sous un nouveau référentiel idéologique ? Tout cela peut-il réellement susciter de véritables aspirations révolutionnaires ? À une époque où l'héritage de la République est dévalorisé et transformé en ottomanisme par la rhétorique du « domestique et national », où des millions de personnes accablées par la pauvreté et l'absence d'avenir sont persuadées de l'existence possible d'une « classe capitaliste bonne et bénéfique », et où l'aspiration du peuple kurde à l'égalité est cédée à une fraternité capitaliste à la Barzani, certains peuvent encore choisir de lutter contre un grand moment fondateur d'il y a un siècle et s'enthousiasmer pour l'opération d'aujourd'hui, cherchant désespérément à s'approprier un rôle aujourd'hui. Mais aujourd'hui, nous nous agenouillons devant les héros de la fondation et de la libération d'il y a un siècle, pour ne pas nous agenouiller devant l'impérialisme, le réactionnisme et le capitalisme. Ils ont maintenant conduit le pays au bord de l'effondrement. Il n'y a pas d'autre choix. Si vous vous opposez à l'effondrement de ce pays, vous devez vous engager dans la lutte pour démanteler le système capitaliste. Si vous faites partie de ceux qui disent « Ce pays n'a jamais été mon pays »... Je ne peux que vous suggérer de revoir le documentaire « Le Radeau de la Méduse » (documentaire sur l'histoire récente de la Turquie, diffusé sur la chaîne YouTube de soL TV).

1 <https://www.tkp.org.tr/en/agenda/tkp-general-secretary-kemal-okuyan-wrote-boycott-republic-and-revolutionary-stance/>